

# « On voulait raconter les tranchées, ces cercueils à ciel ouvert »

## identité flamande « Les nationalistes se réconcilient avec l'Etat belge »

La Première Guerre mondiale a permis au mouvement flamand de devenir un acteur politique majeur en Belgique. Fâché par le mauvais sort réservé aux soldats du nord du pays dans une armée aux mains des francophones, le « Frontbeweging » a organisé des manifestations monstres aux lendemains du conflit. En plus de réclamer la « flamandisation de la Belgique », le mouvement tenait un message pacifiste, jusqu'à sa scission à la fin des années nonante. Avec un slogan entré dans l'Histoire : « Plus jamais de guerre. »

Cent ans plus tard, l'influence du mouvement flamand s'est réduite comme peau de chagrin. Alors qu'ils étaient des acteurs clés de la lutte contre la guerre du Vietnam dans les années soixante et l'installation d'armes nucléaires américaines en Belgique durant les années quatre-vingt, les nationalistes pacifistes ont aujourd'hui disparu de la carte politique.

Une conséquence de l'éclatement de la Volksunie (héritière du Frontpartij et ancêtre de la N-VA). « Il reste quelques "anti-guerre" chez Groen et au SP.A mais il n'y a plus beaucoup d'élus de ces partis qui sont encore liés au mouvement flamand, explique Bart Maddens, politologue à la KUL et proche du mouvement flamand. On parlait aussi beaucoup de pacifisme lors du pèlerinage de l'Yser qui rassemblait une grande foule chaque année mais cet événement est devenu marginal aujourd'hui. »

Reste le pendant plus « radical ». Ceux qui rêvent encore d'indépendance. On pense naturellement à la N-

VA même si, depuis sa montée au pouvoir au niveau fédéral, certaines de ses positions se retrouvent à l'extrême opposé de la conception des nationalistes de l'après-guerre. « La N-VA s'est révélée être le grand défenseur de l'armée belge dans ce gouvernement, relève Bart Maddens. Elle s'est montrée enthousiaste par rapport au remplacement des F-16 par des F-35 et a reçu très peu de critiques de la part de sa base sur ce sujet. Dans les années quatre-vingt, cela aurait été impensable à la Volksunie. »

Son collègue Dave Sinardet, politologue à la VUB, confirme ce changement idéologique : « Pendant des décennies, on a fait des économies sur l'armée et la défense. C'est là qu'on allait chercher l'argent pour combler les trous du budget. Sous cette législature, c'est

un ministre de la Défense N-VA qui a renforcé les moyens de l'armée. » Il pointe aussi le fait que le ministre de la Justice, Jan Jambon, a renfloué les caisses de la Sûreté de l'Etat « alors qu'elle a probablement un dossier à son nom, vu qu'il a été impliqué dans des mouvements nationalistes radicaux ».

Encore un exemple, plus anecdotique mais très symbolique, le porte-parole du parti, Joachim Polman, a fièrement expliqué qu'il avait suivi une formation l'été dernier dans le but de devenir réserviste à l'armée. « Cela montre encore que pour la N-VA, l'armée est importante, dit Bart Maddens. On est passé du pacifisme à la résistance ferme face à de nouveaux ennemis. »

Les nationalistes ne combattent plus le « bourgeois francophone arrogant » mais plutôt l'envahisseur venu de l'étranger et l'islam. Fini aussi de justifier les envies d'indépendance avec des grands mythes comme « le Flamand qui mourait dans les tranchées car il n'avait pas compris les ordres du général francophone ». Le romantisme a été délaissé au profit d'arguments plus rationnels basés sur la différence entre la gauche et la droite.

Il reste cependant chez certains, même au sein de la jeune génération, une part de revanchisme historique.

Les membres de « Schild & Vrienden », dont certains étaient présents sur les listes de la N-VA aux dernières élections communales, aimaient faire référence à la bataille des Eperons d'or de 1302. Dave Sinardet considère toutefois que ces groupuscules très à droite sont marginaux. « La N-VA ne parle plus de nation, d'identité ou de culture flamande. Ils se concentrent sur l'immigration, le respect de la loi et de l'ordre. »

Les nationalistes n'ont cependant pas totalement laissé tomber le concept de « zelfbestuur » (se gouverner soi-même). « L'intégration de la N-VA au sein du gouvernement belge en 2014 démontre une certaine réconciliation avec l'idée d'un Etat belge, analyse Dave Sinardet. On rompt avec le sentiment anti-belge et le nationalisme d'Etat. Mais cela peut relever d'une stratégie temporaire. La N-VA revient à une doctrine ancienne qui pense qu'il faut utiliser la force numéraire des Flamands pour prendre le contrôle de l'Etat belge. » ■

MAXIME BIERMÉ

# les germanophones L'autonomie plutôt que la gloire

Le traité de Versailles a rattaché les cantons de l'Est à la Belgique. Ce soubresaut de l'histoire a participé à la création d'une conscience. Celle qui vaut aujourd'hui à ces territoires d'obtenir une autonomie toujours plus grande.

Dans le cimetière d'Eupen, une centaine de petites croix s'alignent dans un espace dédié aux soldats morts durant la Grande Guerre. La plupart ont servi sous l'uniforme allemand.

C'est le paradoxe de ce coin de Belgique ballotté par les conflits. En 1914-1918, Eupen et Malmedy faisaient partie de l'Empire allemand. Les hommes de cette région se sont alors battus contre l'armée belge. Leurs noms figurent sur les monuments aux morts que l'on fleurit ici comme ailleurs en commémoration de l'Armistice du 11 novembre. Mais en 1919, au terme du traité de Versailles, ces territoires ont été attribués à la Belgique. En 1940, durant la campagne des Dix-Huit Jours, les soldats germanophones se sont donc retrouvés opposés aux troupes du III<sup>e</sup> Reich. La Belgique vaincue, ils ont été faits prisonniers par l'envahisseur. En 1941 toutefois, le Reich leur a donné la nationalité allemande, avec pour consé-

quence qu'ils ont été à nouveau enrôlés côté allemand. Beaucoup d'entre eux n'ont eu d'autre choix que de se battre sur le front de l'Est. Sur 8.700 soldats, 3.400 ne sont pas revenus.

Ce destin a longtemps hanté les mémoires. « Mon grand-père, raconte le député socialiste Karl-Heinz Lambertz, était fermier dans un village de 200 habitants. Il a changé de nationalité trois fois en moins d'un demi-siècle. Mon père est sorti de Stalingrad dans l'avant-dernier avion qui emportait les blessés... Tous ces événements sont restés dans la mémoire collective de ma génération. Mon grand-père me déconseillait de faire de la politique. Tout le monde raconte ce

genre d'histoires. »

Ce traumatisme est-il à l'origine d'une conscience particulière, laquelle aurait poussé les germanophones à exiger davantage d'autonomie dans le processus qui a conduit l'Etat unitaire belge vers la fédéralisation ? « Il y a deux bases à l'autonomie de l'actuelle communauté germanophone, explique l'historien Christoph Brüll. La première est l'histoire qu'ont partagée les germanophones d'ici avec Malmedy et Waimes, communes

francophones des cantons de l'Est. Cela a joué sur le sentiment identitaire. La seconde est évidemment la langue. »

## Traité de Versailles et Belgique fédérale

De là à penser que ce désir d'autonomie serait né avec le traité de Versailles, il y a un pas à ne pas franchir. « Dire que l'autonomie remonte à la Première Guerre mondiale avec le transfert de nationalité est anachronique. En 1920, année durant laquelle fut organisé un référendum pour marquer l'annexion, personne ne pouvait dire ce qu'allait devenir la Belgique », continue Christoph Brüll. L'historien évoque encore « un risque d'instrumentaliser l'histoire en additionnant le "passé négatif" de la Première Guerre à l'autre "passé négatif" que fut l'expérience de la Seconde Guerre pour arriver à un passé positif : l'autonomie ».

Les choses sont en effet plus nuancées. Pour Karl-Heinz Lambertz, l'autonomie grandissante de la communauté germanophone est le résultat de deux événements historiques distants de plusieurs décennies : le Traité de Versailles et la transformation de la Belgique en Etat fédéral. « Sans ces deux éléments, nous serions au bout du bout de l'Eiffel allemand et nous n'aurions rien à dire, commente-t-il. Au contraire, nous sommes aujourd'

d'hui dans la catégorie des territoires d'Europe parmi les plus petits qui aient obtenu le plus grand niveau d'autonomie. » Le paradoxe veut ainsi que la petite communauté germanophone a eu son mot à dire dans l'épisode du Ceta - le traité de libre-échange entre l'UE et le Canada - alors que le grand land allemand de Rhénanie-du-Nord-Westphalie n'est pas compétent en une telle matière.

Cette spécificité est partagée par d'autres territoires européens qui trouvent aussi leurs origines dans le Traité de Versailles : les îles Åland - province historique de Finlande et seule entité territoriale de ce pays à jouir d'un statut d'autonomie gouvernementale - et le Tyrol du Sud. Tyrol du Sud qui, comme à l'époque où les nationalismes activaient le feu de la guerre, fait aujourd'hui l'objet de tiraillements entre l'Italie et l'Autriche. Le chancelier conservateur autrichien Sebastian Kurz veut proposer la double nationalité aux germanophones et ladinophones - langue locale d'origine

romane - de cette province alpine du nord-est de l'Italie. Une revendication empruntée à l'extrême droite (FPÖ). Le gouvernement italien riposte dénonçant un projet « susceptible de fomenter la discorde » au sein de la population. Le populisme a ses paradoxes.

Quant au processus institutionnel qui permet aujourd'hui à la communauté germanophone de vivre sa vie, il faut en trouver les prémisses dans les travaux qui ont conduit à la création des lois linguistiques. En 1968-1971, la révision de la Constitution fut primordiale pour l'avenir de la Communauté germanophone. En septembre dernier, elle a encore accru ses compétences en héritant auprès de la Région wallonne de l'Energie, du Logement et surtout de l'Aménagement du territoire. ■

PASCAL MARTIN